



PRÉFET DU HAUT-RHIN

*Liberté
Égalité
Fraternité*

SERVICE DE LA COORDINATION DES
POLITIQUES PUBLIQUES ET DE L'APPUI
TERRITORIAL

BUREAU DES ENQUÊTES PUBLIQUES ET
INSTALLATIONS CLASSÉES

jpr/yl/514

Arrêté du 9 janvier 2024 portant mise en demeure à la société ARCONIC ARCHITECTURAL PRODUCTS SAS de respecter certaines des dispositions applicables à ses installations sises à Merxheim

Le préfet du Haut-Rhin
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre national du Mérite

VU le livre I, titre 7 du code de l'environnement et notamment son article L.171-8 I ;

VU l'arrêté Ministériel du 9 avril 2019 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2564 (nettoyage, dégraissage, décapage de surfaces par des procédés utilisant des liquides organohalogénés ou des solvants organiques) ou de la rubrique n° 2565 (revêtement métallique ou traitement de surfaces par voie électrolytique ou chimique) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, notamment les articles 14 et 17 ;

VU l'arrêté Préfectoral du 16 mai 2013 portant prescriptions complémentaires à la société ALCOA Architectural Products, notamment l'article 2 ;

VU l'annonce légale publiée dans le Bodacc n°20160195 du 05/10/2016 informant de la décision de la société ALCOA Architectural Products de modifier sa dénomination sociale en ARCONIC ARCHITECTURAL PRODUCTS SAS ;

VU le rapport du 27 septembre 2023 de la Direction de l'environnement, de l'aménagement et du logement chargée de l'inspection des installations classées ;

VU les observations apportées par l'exploitant en date du 24 novembre 2023 dans le cadre des 15 jours de contradictoire sur le projet de mise en demeure ;

Considérant que lors de l'inspection du 14 septembre 2023 et de l'examen des documents associés l'Inspection a pu constater :

- l'absence de justification d'une mise à la terre de l'ensemble des installations de l'exploitant, en non-conformité aux dispositions de l'article 17 de l'arrêté ministériel du 9 avril 2019 susvisé ;
- l'absence de justification du bon état des installations électriques, notamment au regard de l'absence de travaux visant à résorber des anomalies récurrentes identifiées depuis plusieurs années dans les rapports de vérification électrique périodiques, en non-conformité aux dispositions de l'article 2 de l'arrêté préfectoral du 16 mai 2013 susvisé ;
- l'absence de justification de la vérification et de la maintenance des extincteurs à CO2 de l'installation , en non-conformité aux dispositions de l'article 14 de l'arrêté ministériel du 9 avril 2019 susvisé ;
- l'absence de justification de la vérification et de la maintenance des RIA (Robins Incendie Armés) conformément à un référentiel en vigueur, en non-conformité aux dispositions de l'article 14 de l'arrêté ministériel du 9 avril 2019 susvisé .

Considérant que les observations apportées par l'exploitant par courriel en date du 24 novembre 2023 dans le cadre du contradictoire, ne modifient pas l'application des dispositions prévues à l'article L.171-8-I du code de l'environnement ;

Considérant les dispositions de l'article L.171-8 du code de l'environnement : *«Indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, en cas d'inobservation des prescriptions applicables en vertu du présent code aux installations, ouvrages, travaux, aménagements, opérations, objets, dispositifs et activités, l'autorité administrative compétente met en demeure la personne à laquelle incombe l'obligation d'y satisfaire dans un délai qu'elle détermine».*

Sur proposition du sous-préfet, secrétaire général de la préfecture,

ARRÊTE

Article 1^{er} :

La SAS ARCONIC ARCHITECTURAL PRODUCTS, désignée « l'exploitant » dans le présent arrêté, et dont le siège social est 2 rue Marie Curie, 68500 Merxheim, est mise en demeure de respecter, dans le délai prévu à l'article suivant, les prescriptions reprises ci-après, pour l'exploitation de ses installations situées à la même adresse.

Article 2 :

- **Dans un délai de 4 mois**, l'exploitant respecte les dispositions suivantes de l'article 17 de l'arrêté Ministériel du 9 avril 2019 susvisé :

« 1.-Les équipements métalliques sont mis à la terre conformément aux règlements et aux normes applicables. [...] »

Article 3 :

- **Dans un délai de 4 mois**, l'exploitant respecte les dispositions suivantes de l'article 2 de l'arrêté préfectoral du 16 mai 2013 susvisé :

« [...] Les installations électriques sont conformes aux réglementations en vigueur. Elles sont entretenues en bon état et périodiquement contrôlées. Le dossier prévu à l'article 55 du décret 88-1056 du 14 novembre 1988 concernant la protection des travailleurs dans les établissements

qui mettent en œuvre des courants électriques est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. [...] »

Article 4 :

• **Dans un délai de 4 mois**, l'exploitant respecte les dispositions suivantes de l'article 14 de l'arrêté Ministériel du 9 avril 2019 susvisé :

« [...] L'exploitant s'assure de la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie conformément aux référentiels en vigueur. [...] »

Article 5 :

Faute pour l'exploitant de se conformer aux dispositions de la présente mise en demeure, il pourra être fait application, indépendamment des sanctions pénales encourues, des sanctions administratives prévues à l'article L.171-8 du code de l'environnement.

Article 6 :

Délais et voies de recours

La présente décision peut être déférée au tribunal administratif de Strasbourg par voie postale ou sur le site www.telerecours.fr.

Le délai de recours est de deux mois pour l'exploitant et commence à courir à partir du jour de la notification du présent arrêté.

Article 7 :

Le secrétaire général de la préfecture du Haut-Rhin et le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement (service de l'inspection des installations classées), sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie est notifiée à l'exploitant.

À Colmar, le 9 janvier 2024

Le préfet,
pour le préfet et par délégation,
le secrétaire général

SIGNÉ

Christophe MAROT